



ARRETÉ n° 2021_B_11722

Portant sur les modalités d'attribution des subventions dans le cadre du type d'opération 4.3.B.R du PDR Franche-Comté relatif aux investissements dans les voies communales ou intercommunales – Union Européenne pour la Relance*.

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions relatives au soutien du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n°1306/2013, (UE) n°1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n°1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022,
- Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, modifié ;
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,

*financé par l'Union européenne pour la relance (EURI) dans le but de faire face aux effets de la crise Covid-19 et à ses répercussions.

- Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) no 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité,
- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires,
- Vu le règlement d'exécution (UE) No 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) no 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/73 de la Commission du 26 janvier 2021 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 portant modalités d'application du règlement (UE) no 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2016/669 de la Commission du 28 avril 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 en ce qui concerne la modification et le contenu des programmes de développement rural, la publicité de ces programmes, et les taux de conversion en unités de gros bétail,
- Vu le règlement d'exécution (UE) No 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) no 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité,
- Vu le régime cadre en lien avec le Programme de Développement Rural (PDR) n° SA.45595 Partie B (modifié par le régime SA.59142) relatif aux aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique, entré en vigueur le 12 août 2016 jusqu'au 31 décembre 2025, modifié le 12 janvier 2021 ;
- Vu le Programme de développement rural de la Région Franche-Comté approuvé le 7 août 2015 et sa version 10.1 adoptée par la Commission européenne le 25 juin 2021 ;
- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78,
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt,
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2, L.4151-1 et L4221-5,
- Vu le code de la santé publique, notamment son article L6323-3 ;
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020,

- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune,
- Vu la délibération du Conseil régional du 21 février 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020,
- Vu la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER pour la période de programmation 2014-2020,
- Vu la convention tripartite ASP-MAAF-AG du 2 mars 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans l'ex-Région Franche-Comté et son avenant n°1 en date du 26 novembre 2015,
- Vu la convention du 13 mars 2014 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans l'ex-Région Franche-Comté ;
- Vu les conventions signées le 30 décembre 2015 (DDT90, DDT39, DDT70) et le 31 décembre 2015 (DDT25), relatives à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural de Bourgogne aux directions départementales des territoires pour la période de programmation 2014-2020 ;
- Vu les arrêtés n° 2021-S-10592 (DDT39), n°2021-S-10599 (DDT70), n°2021-S-10601 (DDT90) et n°2021-S-10624 (DDT25) du 19 juillet 2021 portant délégation de signatures aux directions départementales des territoires dans le cadre de l'instruction et de l'attribution des subventions liées à la gestion des fonds européens FEADER pour la période 2014-2022 ;
- Vu l'avis favorable du comité de suivi plurifonds du 9 octobre 2015 et du comité de suivi FEADER (consultation écrite) du 8 au 19 avril 2021 sur les critères de sélection de ce type d'opération ;

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux

La politique forestière régionale a pour objectif d'améliorer la mobilisation de la ressource forestière franc-comtoise. Elle vise notamment à faciliter l'accès et le défruitement des massifs forestiers en garantissant une gestion durable des forêts, soit « l'utilisation des forêts et des terrains boisés d'une manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et dans le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes, aux niveaux local, national et mondial, sans causer de préjudice à d'autres écosystèmes. » (cf. stratégie forestière de l'Union européenne).

Les voies communales ou intercommunales font la liaison entre la forêt et le réseau routier proprement dit (routes départementales et nationales), il s'agit souvent d'infrastructures très légères dont la chaussée ne permet pas le passage des camions grumiers. Il s'agit d'infrastructures ouvertes au public, sans restriction d'accès et à caractère "multifonctionnel" (loisirs, prévention et lutte feux forêts), et non exclusivement économique.

Article 2 : Objectifs particuliers

L'objectif de cet arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides aux investissements en faveur des voies communales ou intercommunales, au titre du type d'opération 4.3.B.R du PDR de Franche-Comté en précisant la nature et le montant des aides ainsi que les critères de sélection.

Article 3 : Description du dispositif

- **Champ de la mesure**

Cette mesure a pour objectif prioritaire la mobilisation de bois d'œuvre, de bois d'industrie et/ou de bois-énergie. Les financements sont donc réservés aux projets ayant un intérêt avéré pour la desserte des massifs forestiers.

- **Investissements éligibles**

Les investissements matériels et immatériels suivants sont éligibles :

- Consolidation de la chaussée, restructuration, re-calibrage, revêtement, arasement et renforcement des accotements, ouvrages d'art, assainissement, sur-largeurs et places de dépôt, place de croisement et de retournement,
- Résorption des points noirs,
- Sécurisation des accès à la voirie départementale,
- Frais généraux liés aux dépenses ci-dessus, notamment la maîtrise d'œuvre et les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique, y compris les coûts liés aux études de faisabilité.

- **Investissements inéligibles**

- les travaux de simple entretien courant sans consolidation de la structure et remise à niveau globale de la voie.
- les travaux sur voies nationales ou départementales.

La programmation prenant fin au 31/12/2022, il est impératif que les opérations soient réalisées rapidement pour permettre le dépôt de la dernière demande de paiement et des factures acquittées au plus tard le 31/12/2024 car au-delà aucune garantie ne pourra être apportée quant au paiement des dossiers.

- **Conditions d'éligibilité**

Seules les voies communales ou intercommunales desservant au moins 25ha de forêts sont admissibles au bénéfice de l'aide. Pour le calcul de la surface forestière desservie, on tiendra compte d'une bande de 500 m. de chaque côté de la voie ainsi que des routes forestières empierrées et des chemins ruraux carrossables en tout temps débouchant sur ladite voie.

Une fiche d'évaluation de l'opération en termes d'intérêt forestier et d'impact environnemental est à renseigner par le porteur de projet. Cette fiche est obligatoirement présentée à l'appui de la demande d'aide.

Cette dernière sera examinées par les services instructeurs qui, en lien avec l'ensemble des administrations compétentes, pourront être amenés à demander des précisions ou des ajustements aux projets ou le cas échéant proposer un ajournement de la demande, notamment en site classé ou inscrit, en zone Natura 2000 pour une conformité du projet aux Documents d'Objectifs (DOCOB), ...

De plus, un diagnostic préalable de la voirie, avec la liste des défauts et leur localisation précise (métrage depuis un point 0) ainsi qu'une justification technique des travaux envisagés pour rendre la voie compatible avec le passage de camion-grumiers jusqu'à 57 tonnes de charge est nécessaire au moment du dépôt du dossier.

- **Bénéficiaires de l'aide**

- Communes,
- Communautés de communes
- Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ayant la compétence voirie sur les voies faisant l'objet de la demande d'aide.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Taux d'aide et calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et du taux d'aide publique (*) :

Somme des aides publiques = [taux d'aide publique] X [dépense subventionnable hors taxe]

(*)Le taux d'aide public, FEADER uniquement, est de 80% des dépenses éligibles totales, le taux de cofinancement FEADER étant de 100 %.

Conformément à la réglementation en vigueur, les porteurs de projets publics sont tenus d'apporter au moins 20 % d'autofinancement.

L'aide s'inscrit dans le cadre du régime-cadre n° SA.41595 « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique »

L'assiette relative aux frais généraux des projets est plafonnée à 12% de l'assiette éligible totale hors ce poste.

Modalités de versement

L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- soit les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.

Un acompte de 80 % maximum de l'aide publique pourra être versé à la demande du bénéficiaire sur présentation de factures acquittées.

Article 5 : Procédure

Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction, de paiement et de contrôle relèvent du cadre défini dans le PDR Franche-Comté 2014-2020. A ce titre, les contreparties FEADER sont gérées dans le cadre de sessions de sélection avec enveloppes fermées.

Le présent arrêté est relatif à **l'appel à projet ouvert du 1^{er} octobre au 31 décembre 2021.**

La demande d'aide contient au moins les informations ci-dessous pour être recevable :

- a) le nom et la taille de l'entreprise
- b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin
- c) la localisation du projet ou de l'activité
- d) la liste des coûts admissibles
- e) le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

Eligibilité des dépenses :

L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de réception de la demande d'aide **au plus tard le 31 décembre 2021 inclus** par la DDT du lieu de situation de votre propriété forestière rappelée ci-dessous :

DDT du Doubs Service Nature et Forêt 6 rue du Roussillon - BP 1169 25003 BESANCON CEDEX Tél : 03.81.65.62.62 Mail : ddt-nature-foret@doubs.gouv.fr	DDT du Jura - Service de l'Eau, des Risques, de l'Environnement et de la Forêt 4 rue du Curé Marion - BP 50356 39015 LONS LE SAUNIER CEDEX Tél : 03.84.86.80.00 Mail : ddt-seref-bf@jura.gouv.fr
DDT de Haute Saône Service Forêt 24-26 boulevard des Alliés - CS 50389 70014 VESOUL CEDEX Tél : 03.63.37.92.00 Mail : ddt-bfc@haute-saone.gouv.fr	DDT du Territoire de Belfort Service Eau, Environnement, Forêt (SEEF) 8 Place de la Révolution française - BP 605 90020 BELFORT CEDEX Tél : 03.84.58.86.00 Mail : ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr

Le commencement d'exécution est défini comme étant soit le début de l'activité, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou à utiliser des services ou tout autre engagement rendant le projet ou l'activité irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le «début des travaux» est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- les rubriques, du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et ses annexes auront été correctement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Un accusé de réception de dossier complet est alors établi et **le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté.**

Seuls les dossiers complets peuvent être programmés. L'accusé de réception du dossier complet attestera de la prise en compte du projet dans l'appel à candidatures considéré, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction. **Les dossiers déclarés incomplets au 31 janvier 2022 seront rejetés.**

Le formulaire de demande d'aide et la notice d'information sont téléchargeables sur le site <https://www.europe-bfc.eu/>. Ils peuvent également être mis à disposition auprès de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du département du siège du porteur, qui est le guichet unique vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui lui sont données.

Modalités de sélection des dossiers

Afin de répondre à l'exigence réglementaire de sélection, des critères de sélection ainsi qu'un seuil minimal pour l'accès aux soutiens ont été définis. Ceux-ci ont été validés suite à la consultation écrite du comité de suivi du 8 au 19 avril 2021.

Chaque projet se verra attribuer une note reflétant l'intérêt du projet.

Cette note sera obtenue en additionnant les notes élémentaires ci-dessous :

1/ Nature du projet (un projet par voie ou par ensemble de voies contiguës):

Le projet concerne une voie qui est sans continuité avec une voirie départementale ou une voie communale classée « itinéraire bois ronds » par arrêté préfectoral à l'une de ses extrémités, ou un ensemble de voies contiguës débouchant sur une voie départementale ou une voie communale classée « itinéraire bois ronds »	4
Le projet concerne une voie en continuité avec une voie départementale ou une voie communale classée « itinéraire bois ronds » à ses deux extrémités	3

2/ Intérêt forestier :

Le projet concerne une voie qui permet le défruitement de plus de 100 ha de forêts	3
Le projet concerne une voie qui permet le défruitement de 50 à 100 ha de forêt	2
Le projet concerne une voie qui permet le défruitement d'au moins 25 ha de forêt	1
Le projet concerne une voie qui dessert un site de transformation ou de stockage d'au moins 1000 m ³ (ou tonnes ou stères) de bois ronds	2

Les projets dont la note sera inférieure à 5 ne pourront pas être financés.

Pour le calcul de la surface forestière desservie, on tiendra compte d'une bande de 500 m de chaque côté de la voie ainsi que des routes forestières empierrées et des chemins ruraux carrossables en tous temps débouchant sur ladite voie.

Dans le cadre d'une session de sélection donnée, les projets avec une note supérieure ou égale aux seuils ci-dessus seront sélectionnés pour un financement par ordre décroissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe attribuée à la session de sélection considérée. Le classement sera validé par le comité de sélection.

De plus, quand les disponibilités financières sont insuffisantes pour couvrir tous les besoins, les derniers dossiers à égalité de points sont départagés selon la nature de la voie (= priorité aux voies sans continuité), puis selon l'intérêt forestier (= priorité aux voies permettant le défrètement de plus de 100 ha de forêts, etc.) et en dernier recours selon la surface de forêt défrutée par la voie.

Le classement des dossiers sera validé par le comité de sélection constitué de la DRAAF et du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

Après l'étape de sélection, les contreparties FEADER sont soumises pour avis au Comité Régional de Programmation.

Pour le présent appel à candidatures, l'enveloppe FEADER est de 4 141 775 euros.

Article 6 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le 6 septembre 2021

Pour la Présidente et par délégation
le directeur général adjoint

Olivier RITZ